ASSEMBLÉE NATIONALE

14 mars 2025

SORTIR LA FRANCE DU PIÈGE DU NARCOTRAFIC - (N° 1043)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° 691

présenté par

M. Amirshahi, M. Iordanoff, Mme Balage El Mariky, Mme Regol, M. Duplessy, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Arnaud Bonnet, M. Biteau, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Fournier, Mme Garin, M. Gustave, M. Damien Girard, Mme Catherine Hervieu, Mme Voynet, M. Tavernier, Mme Taillé-Polian, Mme Simonnet, Mme Sas, M. Ruffin, Mme Sandrine Rousseau, M. Raux, M. Thierry, Mme Sebaihi, Mme Pochon, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne et M. Peytavie

ARTICLE 14

I. – À l’alinéa 43, substituer aux mots :

« est assuré sous le contrôle du »,

les mots :

« par un autre magistrat du parquet que le » .

II. – En conséquence, compléter le même alinéa 43 par les mots et la phrase suivante:

« est assuré sous le contrôle de ce dernier . Lorsque le recueil est assuré par le juge d’instruction, le procureur de la République national anti-criminalité organisée est systématiquement informé du déroulement de la procédure. ».

III. – En conséquence, à la première phrase de l’alinéa 46, supprimer le mot :

« conforme ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement du groupe Écologiste et Social vise à mieux coordonner les compétences du juge d'instruction et du procureur de la République national anti-criminalité organisée. En l'état du texte, le recueil des informations par le juge d'instruction, magistrat du siège, s'effectue sous le contrôle du PNACO, magistrat du parquet, ce qui pourrait porter atteinte à l'indépendance du juge d'instruction dans l'exercice de ses fonctions. L'amendement prévoit donc de remplacer ce contrôle par une information systématique.

Dans le même ordre d'esprit, il convient de ne pas contraindre l'exercice des pouvoirs du juge d'instruction à un avis conforme d'un magistrat du parquet pour l'octroi du statut de collaborateur de justice.